



PRÉFET DE LA MOSELLE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Grand Est

METZ, le 19 avril 2018

**UD DREAL 57**

4 rue François de Guise  
CS 50551 - 57009 METZ CEDEX 1

**Nos réf. :** RUSSANGE\_EUROVIA\_2018-04-06\_RAPAUTO\_FSH\_20780

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

- Objet :** Rapport d'instruction d'une demande d'autorisation d'exploiter une ICPE.  
Demande en date du 30 janvier 2017, complétée le 10 mai 2017, de la société EUROVIA  
Alsace Lorraine.  
Installation d'excavation de laitiers et apport de terres inertes sur le site de Micheville sur le  
territoire des communes de RUSSANGE et AUDUN-LE-TICHE.
- Réf. :** Transmissions préfectorales du 30 janvier, du 10 mai et du 5 décembre 2017.
- P.J. :** Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

Par transmission du 30 janvier 2017, Monsieur le Préfet a adressé à l'Inspection des Installations Classées le dossier de demande d'autorisation visé en objet. L'examen de cette demande a fait l'objet d'un rapport de non recevabilité daté du 5 avril 2017. La société EUROVIA a ensuite transmis en préfecture un dossier complété le 10 mai 2017 qui a fait l'objet d'un rapport de recevabilité en date du 27 juillet 2017.

Ces transmissions ont été complétées le 5 décembre 2017, par le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur.

## **I. Présentation synthétique du dossier du demandeur**

### **1. Le demandeur**

#### **a) Identité**

EUROVIA, filiale du groupe VINCI, est l'un des principaux acteurs internationaux de la construction, de l'entretien et de la maintenance d'infrastructures de transport routier et ferroviaire.

La société propose un ensemble intégré d'expertises et de savoir-faire à travers quatre métiers : les travaux d'infrastructures de transport et d'aménagement urbain, l'exploitation de carrières, la production industrielle, la maintenance et les services.

EUROVIA possède six délégations territoriales en France. La délégation Nord-Est-Belgique (basée à Metz) compte 27 agences travaux et représente environ 3 000 salariés.

EUROVIA réalise actuellement 59 % de son chiffre d'affaires (soit 4,9 Mds€) sur le territoire français et compte environ 23 800 salariés.

La production de granulats au sein de l'activité carrière est de 58 Mt par an.

#### **b) Capacités techniques et financières**

La société EUROVIA Alsace Lorraine emploiera 6 personnes sur son site de RUSSANGE/AUDUN-LE-TICHE. Elle emploie du personnel qualifié. Celui-ci dispose des certificats et qualifications requises. En outre, à l'embauche, chaque personne reçoit une formation à l'exécution de sa tâche et sur la conduite à tenir en cas d'accident.

La société EUROVIA Alsace Lorraine justifie ainsi de ses capacités techniques à conduire ses installations dans le respect des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

La société EUROVIA Alsace Lorraine est une Société à Responsabilité Limitée (S.A.R.L) au capital de 4 667 920 € filiale du groupe EUROVIA, elle-même filiale du groupe de concessions et de construction VINCI. En 2015, elle a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 129 M€ pour un effectif de 573 salariés.

Ces éléments, ainsi que la souscription de polices d'assurance permettent de justifier des capacités financières de la société à faire face à ses responsabilités en cas de sinistre qui atteindrait l'environnement du site.

### **2. Le site d'implantation**

Le site qu'EUROVIA Alsace Lorraine envisage d'exploiter est implanté au cœur de l'ancien site de Micheville sur les communes de RUSSANGE et d'AUDUN-LE-TICHE.

Ce site était constitué d'un vaste complexe sidérurgique comprenant toutes les activités d'une usine intégrée avec des mines, une cokerie, des hauts-fourneaux, des laminoirs, des aciéries et des activités de parachèvement.

Suite à la cessation totale des activités en 1985 sur le site de Micheville, la plupart des structures et des bâtiments a été démolie. Des terrassements ainsi que des aménagements paysagers ont été réalisés lors d'une première phase de réhabilitation par l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL).

Ces travaux de réhabilitation s'inscrivent dans le cadre de l'opération de développement « Alzette Belval » située sur le territoire de la communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette à la frontière entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg. Elle a été instituée en Opération d'Intérêt National (OIN) par le décret n° 2011-414 du 18 avril 2011, qui en a fixé le périmètre.

### **3. Le projet, ses caractéristiques**

#### **a) Justification**

L'EPA, dans le cadre du plan d'aménagement de la zone, envisage d'ouvrir et de dégager des espaces afin de permettre une meilleure continuité sur le plan urbanistique et pour ce faire, le dégagement de certains remblais s'avère nécessaire.

L'ancien complexe sidérurgique de Micheville contient une quantité importante de remblais laitiers dont certains peuvent être utilisés en technique routière, soit pour réaliser des voiries sur le site, soit pour couvrir les besoins générés par les travaux routiers dans un rayon de 50 à 60 km.

Les laitiers sont utilisés depuis plusieurs dizaines d'années en technique routière en raison de leurs propriétés géotechniques. Après consultation, EUROVIA Alsace Lorraine a été retenue pour exploiter ces laitiers.

#### **b) Description synthétique**

Le futur site d'une superficie d'environ 7 hectares sera composé des principaux éléments suivants :

- une baraque mobile de chantier (celle-ci servira de bureau, de réfectoire et sera équipée de sanitaires et de vestiaire) ;
- des installations mobiles liées à l'exploitation des laitiers du site (concasseurs, cribles) ;
- un chargeur avec pesée embarquée ;
- des voies de circulation stabilisées ;
- des zones de stockage de laitier.

Les horaires de travail exercés sur le site seront les suivants : 7h/12h et 13h/18h du lundi au vendredi et exceptionnellement le samedi.

Le tonnage total correspondant à l'extraction de laitiers a été estimé à 900 000 tonnes. La production annuelle moyenne est estimée à 150 000 tonnes/an et la production annuelle maximale à 300 000 tonnes/an.

La durée du projet est de 10 ans au total, scindée en une phase d'extraction d'une durée de 7 ans et une phase de remise en état de 3 ans. L'exploitation du laitier se fera en 7 phases successives afin de limiter les surfaces en chantier et les impacts sur la biodiversité.

La phase de remise en état sera associée à un apport de terres de terrassement inertes de 360 000 tonnes au total.

#### **c) Situation administrative**

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2791-1	A RA = 2 km	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieur ou égale à 10 t/j	Traitement de déchets non dangereux : Concassage-criblage de laitiers, la quantité maximale traitée étant de 1400 t/j.
3532	A RA = 3 km	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Valorisation de laitiers par concassage-criblage, la quantité maximale traitée étant de 1400 t/j.

A : autorisation RA : Rayon d’Affichage

#### d) Situation au regard de l'urbanisme et des documents de planification

L'emprise du site envisagé par EUROVIA Alsace Lorraine est localisée sur les bans des communes de RUSSANGE et d'AUDUN-LE-TICHE, toutes deux dotées d'un Plan d'Occupation des Sols (POS).

Le futur site est localisé en :

- zone 2 NA du POS de RUSSANGE,
- et en zone UZ du POS d'AUDUN-LE-TICHE.

sur lesquelles sont admises les installations classées.

L'exploitant a pris en compte les plans, schémas et programmes, énoncés à l'article R.122-17 du Code de l'Environnement, suivants :

- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse ;
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin ferrifère ;
- Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND) de la Moselle ;
- Plan Départemental pour la gestion des déchets du BTP (PDBTP) de la Moselle ;
- Plan de Prévention du Risque minier (PPRm) ;
- Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) ;
- Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) de Lorraine.

L'étude conclut à la compatibilité du projet avec l'ensemble de ces documents de planification.

#### 4. Les inconvénients et moyens de prévention

L'étude d'impact a abordé l'ensemble des effets potentiels du projet ; les principaux enjeux suivants ont été identifiés.

##### • Milieux naturels

L'ensemble des impacts relatifs aux milieux naturels a été analysé en détail sur les différentes thématiques que sont les milieux naturels remarquables, la biodiversité, les continuités écologiques et les équilibres biologiques. Ces impacts ont été étudiés selon leur nature et leurs intensités ont été évaluées.

L'étude conclut que le projet n'aura pas d'impact significatif sur les milieux naturels remarquables du fait de sa durée limitée et de son éloignement des sites protégés. Les impacts sur les habitats naturels et la flore sont jugés de faibles à non significatifs. Le principal impact concerne la faune pour laquelle une dérogation pour la destruction, le prélèvement et le déplacement d'espèces protégées et la destruction d'habitats d'espèces protégées a été déposée.

En ce qui concerne les milieux naturels remarquables, les habitats naturels et la flore, la principale mesure est la mise en place de plans de circulation adaptés afin de limiter les destructions d'espaces naturels. Pour la faune, des mesures génériques sont mises en œuvre comme les défrichements et travaux en dehors des périodes de reproduction, les plans de circulation adaptés. Des mesures particulières de réduction seront mises en place comme des barrières anti-intrusion (pour les reptiles et les amphibiens) et le maintien en place jusqu'à la dernière phase des travaux d'un mur de soutènement (qui constitue un habitat pour les reptiles). Des mesures compensatoires sont également prévues pour l'avifaune et les reptiles ; elles consistent en la création d'habitats favorables aux espèces concernées. Le dossier détaille l'ensemble de ces mesures et apporte des éléments permettant de justifier leur efficacité ; le suivi de ces mesures sera effectué par un écologue au cours des phases d'exploitation et de réaménagement.

- **Population humaine (bruit, qualité de l'air et trafic routier)**

#### Bruit

Cet aspect a fait l'objet d'une étude acoustique. Une fois l'état initial effectué, des simulations prenant en compte les équipements et engins qui seront présents sur le site ont été effectuées. Les résultats montrent que les niveaux sonores respecteront les exigences réglementaires.

Le talus du vallon de l'ancienne voie ferrée vers RUSSANGE ainsi que le mur situé le long de la RD 16 seront maintenus jusqu'à la dernière phase d'exploitation en tant que protection phonique.

#### Qualité de l'air et trafic routier

Les rejets atmosphériques liés à l'activité du site ont été estimés et comparés à ceux générés par les axes routiers à proximité du site. L'étude montre que l'impact du trafic lié à l'activité du site reste faible (inférieur à 2%) par rapport à celui engendré par les axes routiers.

L'impact des poussières généré par l'activité a également été analysé. L'étude conclut que les dispositions prévues lors de l'exploitation et la nature du matériau extrait font que l'impact sur l'air lié aux envols de poussières sera fortement limité.

En ce qui concerne les émissions atmosphériques, les principales mesures sont la limitation de la vitesse de circulation, l'entretien régulier des engins mécaniques et l'arrosage des pistes si nécessaire.

### **5. Les risques et moyens de prévention**

#### Identification des risques

Les phénomènes dangereux identifiés lors de l'analyse préliminaire des risques sont les suivants :

- l'écoulement accidentel et/ou l'incendie lors de la collision d'engins sur le site ;
- l'écoulement accidentel et/ou l'incendie lors du remplissage des engins, de l'installation concassage-criblage (remplissage gasoil non routier) ;
- l'incendie au niveau de la bande transporteuse du concasseur-cribleur.

Cette étude conclut qu'aucun événement accidentel susceptible de survenir lors de l'exploitation du site ne constitue un phénomène dangereux majeur. Ainsi, aucun phénomène n'est retenu dans la suite de l'étude pour l'évaluation détaillée des risques.

#### Gravité et cinétique

En l'absence d'effets à l'extérieur du site, le niveau de gravité est considéré comme « modéré ».

L'étude de la cinétique concerne l'évolution des phénomènes dangereux et la propagation de leurs effets.

La cinétique d'apparition des phénomènes dangereux peut être considérée comme rapide dans le cas d'un écoulement accidentel et d'un incendie. Toutefois, la propagation de leurs effets serait lente compte tenu de l'éloignement du site par rapport aux tiers (cas d'un écoulement accidentel) et compte tenu de l'implantation géographique du site (cas d'un incendie).

#### Mesures de prévention et de protection

Différentes mesures de prévention et de protection d'ordre général seront mises en œuvre sur le site : l'interdiction de fumer, la procédure de permis de feu (pour tous travaux par point chaud), le plan de prévention, les installations électriques sur le site feront l'objet d'un contrôle périodique. Des mesures et des moyens de prévention spécifiques seront mis en place sur le site contre le risque incendie.

## **6. Usage futur et garanties financières**

Dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National (OIN), un décret a été publié et précise l'usage futur de la zone comme une zone d'aménagement du territoire d'Alzette Belval.

Le montant des garanties financières proposé par le pétitionnaire étant inférieur à 100 000 €, il n'est pas concerné par l'obligation de constitution.

## **II. La consultation et l'enquête publique**

### **1. Les avis des services**

- **Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Moselle (avis du 03/02/2017)**

Le SDIS émet un avis favorable.

- **Agence Régionale de Santé (avis des 06/02 et 16/05/2017)**

L'ARS indique que :

- le site se situe hors des périmètres de protection de captages d'eau exploités au bénéfice de collectivités et protégés par déclaration d'utilité publique ;
- les activités d'excavation et de concassage ne généreront pas de risques sanitaires du fait d'émissions très faibles et limitées dans le temps ;
- la substitution partielle des laitiers excavés par apport de terres de terrassement ne générera pas de risques sanitaires de par l'engagement de la société EUROVIA à réaménager le site avec des matériaux terreux et exempts de polluants ;
- compte tenu du principe de proportionnalité entre le degré d'approfondissement du dossier et les effets sanitaires attendus du projet, le risque sanitaire est jugé acceptable.

Elle émet en conséquence un avis favorable.

Suite au complément du 10/05/2017 n'apportant aucun élément au niveau sanitaire, l'ARS a confirmé son avis favorable.

- **Direction Régionale des Affaires Culturelles (avis du 08/02/2017)**

La DRAC indique que dans la mesure où le projet ne semble pas affecter des vestiges archéologiques, elle émet un avis favorable et demande à être destinataire d'un exemplaire de l'arrêté d'autorisation.

- **Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (avis du 17/02/2017)**

La DIRECCTE émet un avis favorable sous réserve du respect du contenu de la notice d'hygiène et de sécurité inclus dans le dossier.

- **Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (avis du 27/02/2017)**

Le SIDPC transmet les fiches communales d'exposition aux risques des communes de RUSSANGE et AUDUN-LE-TICHE sans autre observation particulière.

- **Direction Départementale des Territoires (avis des 14/03 et 20/06/2017)**

Dans son avis consolidé du 20/06/2017, la DDT indique que concernant :

- l'urbanisme, « *le projet est conforme aux dispositions des règlements concernés* » ;
- les risques, « *le site est implanté en dehors des zones d'aléas miniers et cavités souterraines hors mines* ». Il est cependant signalé que « *deux zones d'aléas faible et moyen ont été identifiées par le BRGM* » et rappelé « *les préconisations formulées par le BRGM dans son rapport de décembre 2015 référencé BRGM/RP-65291-FR-Rapport final* » ;
- le défrichement prévu, il « *n'est pas soumis à autorisation* » (la végétation boisée développée spontanément ayant moins de 30 ans).

En ce qui concerne le volet Police de l'eau, la DDT relève toutefois que l'impact du projet sur la zone potentiellement humide répertoriée ZH2-216 située au nord du périmètre d'exploitation n'est pas suffisamment étudié. Toutefois, après échange avec l'Inspection, par courriel du 07/07/2017, la DDT convient que ce point pourra être précisé au cours de la phase d'instruction.

Dans son courrier du 30/08/2017, l'exploitant a apporté les précisions suivantes.

Le périmètre du projet d'exploitation ne recouvrant pas le périmètre de la zone humide ZH2-216 (répertoriée dans le SAGE Ferrifère), il n'a pas d'impact direct sur celle-ci.

Concernant l'impact indirect, l'exploitant a étudié plus précisément les conditions d'alimentation de la zone humide ainsi que les structures d'imperméabilisation ponctuelle du site. Il en ressort que ces éléments ne sont pas modifiés par le projet, et qu'ainsi, celui-ci n'a pas d'impact indirect sur cette zone humide.

- **Institut National de l'Origine et de la Qualité (avis du 16/03/2017)**

L'INAO n'a pas de remarque à formuler dans la mesure où ce projet n'a pas d'incidence directe sur les IGP concernées (Bergamotes de Nancy et Mirabelles de Lorraine).

## **2. Les avis des conseils municipaux**

La situation des conseils municipaux ayant délibéré ou non est la suivante :

1 avis favorable	RÉDANGE
1 avis défavorable	AUDUN-LE-TICHE
Pas d'objection	RUSSANGE
Pas de réponse (tacite favorable)	THIL, TIERCELET, VILLERUPT

## **3. Les autres avis**

La Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette a donné son accord pour que les terrains soient restitués en fin d'exploitation selon les modalités de remise en état convenues, à savoir pour permettre les constructions prévues par l'EPA, de type équipements publics ou logements.

L'EPFL et l'EPA Alzette-Belval ont donné leur accord pour la restitution des terrains en fin d'exploitation selon les mêmes modalités de remise en état convenues.

Les autorités luxembourgeoises, rendues destinataires du dossier, n'ont pas manifesté leur intention de participer à la procédure.

## **4. L'enquête publique et le mémoire en réponse du demandeur**

L'enquête publique s'est déroulée du 9 octobre au 9 novembre 2017 inclus. Les observations recueillies portent sur les thèmes suivants :

- bruit ;
- poussières ;
- flux de circulation générés par l'exploitation et mesures de limitation des risques routiers ;
- nature et origine des matériaux de réaménagement ;

- destination des laitiers recyclés.

Le pétitionnaire a fourni un mémoire répondant aux différentes observations formulées au cours de l'enquête publique ; les réponses sont jugées satisfaisantes.

Concernant la nature et l'origine des matériaux, il a notamment indiqué que ces matériaux proviendraient des chantiers de terrassements, de construction ou de démolition situés dans un périmètre d'une cinquantaine de kilomètres. Cet aspect est également traité au § III.7. Matériaux inertes. En ce qui concerne les autres thèmes, ils sont traités par ailleurs dans le rapport au § III.4. Principaux enjeux identifiés et § III.6. Exploitation du laitier.

## **5. Les conclusions du commissaire-enquêteur**

Le commissaire-enquêteur émet un avis favorable au projet sous réserve de l'acceptation par le Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN) de la demande de dérogation pour la destruction, le prélèvement et le déplacement d'espèces protégées et la destruction d'habitats d'espèces protégées.

## **III. Analyse de l'Inspection des Installations Classées**

### **1. Entrée en vigueur de l'autorisation environnementale**

L'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale prévoit au 2° de l'article 15 que « *les demandes d'autorisation au titre [...] du chapitre II du titre Ier du livre V du code de l'environnement [...] régulièrement déposées avant le 1er mars 2017 sont instruites et délivrées selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ; après leur délivrance, le régime prévu par le 1° leur est applicable* ».

La demande de la société EUROVIA Alsace Lorraine ayant été déposée avant le 1<sup>er</sup> mars 2017, elle doit être instruite conformément aux dispositions du Code de l'Environnement en vigueur à la date de dépôt. Ainsi, dans la suite du présent rapport, il va être fait référence à certains articles abrogés depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017.

### **2. Inventaire des textes en vigueur auxquels la demande est soumise**

Les activités envisagées sont réglementées en prenant en compte (liste non exhaustive) :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement.

### **3. Garanties financières**

En application de l'article R.516-1 5° du Code de l'Environnement, l'exploitation d'installations de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791) est subordonnée à l'existence de garanties financières.

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante définie par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des



garanties financières pour la mise en sécurité des Installations Classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10 ;
- Me : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation ;
- $\alpha$  : indice d'actualisation des coûts égal à 1,045 ;
- Mi : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;
- Mc : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres ;
- Ms : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols ;
- Mg : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

#### Estimation du pétitionnaire

Les montants déterminés sont les suivants :

- Me = 0 €, l'exploitation ne nécessitant pas de produits dangereux, seuls des déchets assimilables aux ordures ménagères (1 sac/semaine) seront à l'agence EUROVIA ;
- Mi = 0 €, il n'y a pas de cuve enterrée sur le site ;
- Mc = 315 €, mise en place de 21 panneaux (le site est entouré de merlons) ;
- Ms = 51 000 €, ce montant correspond au coût d'un diagnostic de pollution des sols sur une superficie de 70 000 m<sup>2</sup>. Il est prévu l'utilisation de piézomètres existants ;
- Mg = 15 000 €.

Le coût total des garanties financières à constituer estimé par le pétitionnaire est de 73 229 € TTC (avec  $\alpha$  : indice d'actualisation des coûts calculé sur la base de l'indice TP01 d'août 2016).

#### Actualisation du montant des garanties financières

Toutefois, une actualisation de ce montant à la date de rédaction du présent rapport, selon la formule de l'annexe II du même arrêté, doit être prise en compte :

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{1 + TVA_0}$$

Cet indice a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral (106,4<sup>1</sup> en base 2010 correspondant au mois de décembre 2017 - publication au Journal Officiel du 22 mars 2018)
- Index<sub>0</sub> : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA<sub>R</sub> : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA<sub>0</sub> : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Le montant retenu pour les garanties financières après recalcul est de 76 229 € TTC.

<sup>1</sup> Les index de la construction après octobre 2014 sont passés en base 2010. L'Insee propose la règle de calcul suivante pour prolonger l'ancienne série : la (nouvelle) série correspondante doit être multipliée par un coefficient de raccordement puis le produit ainsi obtenu arrondi à une décimale. Le coefficient de raccordement fourni par l'Insee est de 6,5345. Le prolongement de l'ancienne série à décembre 2017 conduit à la valeur de 695,2708 arrondie à 695,3 pour le calcul des garanties financières

Au regard de ces éléments, l'Inspection des Installations Classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

En application de l'article R.516-1 5° susvisé, l'exploitant n'a pas l'obligation de constituer de garanties financières, le montant de celles-ci étant inférieures à 100 000 €.

#### **4. Principaux enjeux identifiés**

L'analyse de l'Inspection présentée ci-dessous se concentre sur les principaux enjeux du dossier au regard des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. L'objectif est d'identifier les prescriptions qui seront proposées dans le projet d'arrêté préfectoral.

##### **• Milieux naturels**

Le dossier du pétitionnaire a analysé l'ensemble des impacts relatifs aux milieux naturels, il n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Le pétitionnaire a sollicité une dérogation pour la destruction, le prélèvement et le déplacement d'espèces protégées et la destruction d'habitats d'espèces protégées.

Le Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN) a émis un avis favorable sous conditions à cette demande.

Cette dérogation a été actée par l'arrêté préfectoral n°2018-DREAL-EBP-0002 du 8 février 2018. Le pétitionnaire est ainsi autorisé à déroger à l'interdiction de :

- capture et destruction de spécimens de Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Lézard des souches (*Lacerta agilis*), Orvet fragile (*Anguis fragilis*), Coronelle lisse (*Coronella austriaca*), Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*) ;
- destruction et altération d'aires de repos et de sites de reproduction de Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Lézard des souches (*Lacerta agilis*), Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*), Rouge queue à font blanc (*Phoenicurus phoenicurus*), Pic vert (*Picus viridis*), Pic épeiche (*Dendrocopos major*), Fauvette grisette (*Sylvia communis*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Mésange bleue (*Cyanistes caeruleus*), Mésange charbonnière (*Parus major*), Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), Rouge-gorge familier (*Erithacus rubecula*), Pipit des arbres (*Anthus trivialis*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collubytita*), Sittelle torchepot (*Sitta europaea*), Bergeronnette grise (*Monticola alba*), Troglodytes mignon (*Troglodytes troglodytes*).

L'arrêté préfectoral du 8 février 2018 susvisé reprend notamment les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement ayant conditionné l'avis favorable du CNPN. Il n'est donc pas nécessaire de reprendre ces mesures dans l'arrêté préfectoral proposé au titre de la législation des ICPE.

##### **• Population humaine (bruit, qualité de l'air et trafic routier)**

Les premières habitations se situent à 150 m à l'Est de l'emprise de l'installation, en contrebas du talus du vallon de l'ancienne voie ferrée vers RUSSANGE qui sera maintenu jusqu'à la dernière phase d'exploitation. Les équipements de l'exploitation seront quant à eux situés de l'autre côté du talus en lien avec le phasage d'exploitation. Le talus aura ainsi une fonction d'écran protecteur.

##### Bruit

Cet aspect a été correctement traité dans l'étude d'impact et les calculs de modélisation montrent que les installations n'engendreront pas de dépassement des émergences admissibles en ZER et respecteront les niveaux admissibles en limite de propriété.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport propose de fixer comme valeurs limites les niveaux admissibles en limite de propriété et les niveaux admissibles en zone à émergence réglementée issus de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Le talus du vallon de l'ancienne voie ferrée vers RUSSANGE ainsi que le mur situé le long de la RD 16 seront maintenus jusqu'à la dernière phase d'exploitation en tant que protection phonique ; ce point est également repris dans le projet d'arrêté préfectoral.

#### Qualité de l'air et trafic routier

Le dossier montre que les impacts sur la qualité de l'air et le trafic routier seront faibles. Les principales mesures proposées par le pétitionnaire sont la limitation de la vitesse de circulation, l'entretien régulier des engins mécaniques et l'arrosage des pistes si nécessaire.

Ces mesures sont jugées suffisantes et sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

#### • **Eaux souterraines**

Dans son dossier, le pétitionnaire propose d'effectuer une surveillance des eaux souterraines afin de vérifier l'absence d'impact de son installation. Il envisage de s'appuyer sur le réseau de piézomètres actuellement présent sur la zone de Micheville. Cependant, il ne propose pas de programme de surveillance.

L'Inspection propose d'ajouter dans le projet d'arrêté préfectoral une prescription imposant la transmission d'un programme de surveillance.

### **5. Modalités de prévention des risques**

Le contenu de l'étude de dangers n'appelle pas de remarque de l'Inspection. Les mesures proposées par l'exploitant paraissent adaptées et proportionnées aux phénomènes dangereux identifiés. Il est proposé de reprendre ces mesures dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport ; elles sont constituées d'une part de mesures préventives générales et d'autre part de mesures de protection contre l'incendie.

### **6. Exploitation du laitier**

L'exploitation du laitier se fera en 7 phases successives afin de limiter les surfaces en chantier et les impacts sur la biodiversité. Le plan de phasage joint au dossier illustre l'avancement prévu de l'extraction et la remise en état coordonnée à l'avancement.

Le dossier du pétitionnaire contient la procédure relative à l'analyse et au suivi des laitiers exploités qu'il propose de mettre en place. Elle contient les éléments suivants :

- la procédure générale d'analyse et de suivi des matériaux élaborés ;
- le plan de contrôle des matériaux extraits ;
- le modèle de registre de suivi des analyses des matériaux ;
- le rappel des usages possibles des laitiers selon les résultats de la caractérisation environnementale ;
- le modèle de fiche de traçabilité des matériaux élaborés ;
- le modèle de la fiche de données environnementales d'un lot de matériau ;
- le modèle de registre de suivi des matériaux mis en œuvre sur chantier.

Pour définir les usages possibles, le pétitionnaire s'appuie sur les valeurs limites proposées par le guide SETRA sur l'acceptabilité environnementale des matériaux alternatifs en technique routière pour un usage routier.

Cette procédure permet d'assurer une caractérisation des laitiers exploités ainsi qu'une traçabilité de leur devenir.

L'Inspection propose de fixer des prescriptions concernant l'exploitation du laitier afin d'encadrer :

- le phasage d'exploitation ;
- l'analyse et le suivi des laitiers exploités.

## 7. Apport de matériaux inertes

La note de la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques) du 25 avril 2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets précise que « *les ouvrages ou aménagements attachés à une opération de valorisation de déchets n'entrent pas dans le champ d'application de la rubrique 2760 relative aux installations de stockage (décharges) recevant des déchets dangereux, non dangereux ou inertes* ».

L'opération d'apport de matériaux inertes (qui sont des déchets au sens de la réglementation) s'inscrit dans le cadre de l'opération de développement et d'aménagement de la zone Alzette-Belval et constitue ainsi une opération de valorisation ; elle n'est donc pas à considérer comme une installation de stockage de déchets.

Le dossier du pétitionnaire contient la procédure relative à l'acceptation des matériaux inertes et à leur traçabilité qu'il propose de mettre en place. Elle contient les éléments suivants :

- la procédure générale d'acceptation et de réception des matériaux ;
- la liste des matériaux acceptés et interdits sur le site ;
- le modèle de document d'acceptation préalable ;
- le modèle de registre de suivi des matériaux.

Afin de définir les critères d'acceptation, cette procédure s'appuie sur l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes [...] dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Il apparaît nécessaire d'encadrer les conditions d'admission des déchets inertes (type de déchets, déchets interdits, acceptation préalable, vérification, traçabilité, etc.). Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport contient des prescriptions en ce sens.

## IV. Conclusion

Au vu des éléments développés ci-dessus et considérant :

- que ce projet permet la valorisation de laitiers sidérurgiques et qu'il s'inscrit dans le cadre de l'opération de développement « Alzette Belval » instituée en Opération d'Intérêt National ;
- que le pétitionnaire a sollicité et obtenu une dérogation pour la destruction, le prélèvement et le déplacement d'espèces protégées et la destruction d'habitats d'espèces protégées (arrêté préfectoral n°2018-DREAL-EBP-0002 du 8 février 2018) ;
- que le pétitionnaire a prévu la mise en place d'un certain nombre de moyens afin de réduire les impacts de son projet sur le milieu naturel et sur la population humaine ;
- les avis des conseils municipaux des communes situées dans le rayon d'affichage, des services administratifs consultés et du commissaire-enquêteur.

L'Inspection des Installations Classées propose à la Commission Départementale de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande de la société EUROVIA sous réserve du respect par l'exploitant des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

Le pétitionnaire a été consulté par l'Inspection sur le projet d'arrêté ci-joint. Ses remarques ont globalement été prises en compte.

Le dossier pourra être porté à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission.

## **ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION**

### **ARRÊTÉ PREFECTORAL N ° ..... du ..... portant autorisation d'exploiter (Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement)**

#### **Installations d'excavation de laitiers et apport de terres inertes**

#### **Société EUROVIA Alsace Lorraine à RUSSANGE et AUDUN-LE-TICHE**

#### **LE PRÉFET DE LA MOSELLE**

**Vu** le Code de l'Environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement ;

**Vu** la demande présentée le 30 janvier 2017 complétée le 10 mai 2017 par la société EUROVIA Alsace Lorraine dont le siège social est situé à WOIPPY en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation d'excavation de laitiers d'une capacité maximale de traitement de 1400 t/j et l'apport de terres inertes sur le site de Micheville sur le territoire des communes de RUSSANGE et AUDUN-LE-TICHE ;

**Vu** le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

**Vu** la décision en date du 11 août 2017 du président du tribunal administratif de STRASBOURG portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2017 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du 9 octobre 2017 au 9 novembre 2017 inclus sur le territoire des communes de RUSSANGE, AUDUN-LE-TICHE, REDANGE, THIL, TIERCELET et VILLERUPT ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication en date des 19 et 22 septembre 2017 et du 10 octobre 2017 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de RUSSANGE, AUDUN-LE-TICHE et REDANGE ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.512-19 à R.512-24 du Code de l'Environnement ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 17 août 2017 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-DREAL-EBP-0002 du 8 février 2018 autorisant à déroger à l'interdiction de capture temporaire et de destruction de spécimens d'espèces protégées et de destruction et altération d'aires de repos et sites de reproduction d'espèces protégées ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du ... de l'Inspection des Installations Classées ;

**Vu** l'avis en date du ... du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le ... à la connaissance du demandeur ;

**Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par ..... en date du .....

**Considérant** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre des rubriques 2791-1 et 3532 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **ARRÊTE**

## TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

### CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

#### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société EUROVIA Alsace Lorraine (SIRET 325 857 357 003 30) dont le siège social est situé Voie Romaine - BP 80740 - 57147 WOIPPY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le site de Micheville sur le territoire des communes de RUSSANGE et AUDUN-LE-TICHE, les installations détaillées dans les articles suivants.

#### Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### CHAPITRE 1.2 Nature des installations

#### Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2791-1	A RA = 2 km	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieur ou égale à 10 t/j	Traitement de déchets non dangereux : Concassage-criblage de laitiers, la quantité maximale traitée étant de 1400 t/j.
3532	A RA = 3 km	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Valorisation de laitiers par concassage-criblage, la quantité maximale traitée étant de 1400 t/j.

A : autorisation RA : Rayon d’Affichage

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative à la valorisation de déchets non dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF WT « Traitements de déchets ».

#### Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (plan cadastral en Annexe 1 :

Communes	Sections	Parcelles
RUSSANGE	7	39, 48, 45 - En partie : 46, 49
AUDUN-LE-TICHE	10	En partie : 14

### **Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées**

Les installations autorisées consistent en l'exploitation d'un gisement de laitiers estimé à 900 000 tonnes et l'apport de terres de terrassement inertes d'un tonnage estimé à 360 000 tonnes.  
La production annuelle maximale est de 300 000 tonnes et l'apport annuel maximal de terres inertes est de 120 000 tonnes.

## **CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation**

### **Article 1.3.1. Conformité**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation**

### **Article 1.4.1. Durée de l'autorisation**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

## **CHAPITRE 1.5 Garanties financières**

### **Article 1.5.1. Objet des garanties financières**

L'objet des garanties financières est la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R.512-46-25 du Code de l'Environnement.

### **Article 1.5.2. Montant des garanties financières**

Le montant total des garanties est de 76 229 euros TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 106,4 (indice base 2010 de décembre 2017 paru au Journal Officiel du 22 mars 2018 à multiplier au coefficient de raccordement de 6,5345) et un taux de TVA de 20 %.

Conformément à l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant n'a pas d'obligation de constituer ces garanties.

### **Article 1.5.3. Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée.

L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

### **Article 1.5.4. Modification du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.



## **CHAPITRE 1.6 Modifications et cessation d'activité**

### **Article 1.6.1. Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article 1.6.3. Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **Article 1.6.5. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **Article 1.6.6. Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du Code de l'Environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : zone d'aménagement du territoire d'Alzette Belval permettant des constructions de type équipements publics ou logements  
Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au premier alinéa du présent article, aux dispositions du Code de l'Environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

## CHAPITRE 1.7 Réglementation

### Article 1.7.1. Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
31/01/08	Arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
04/10/10	Arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation
29/02/12	Arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement
31/05/12	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
31/05/12	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement

### Article 1.7.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code Minier, le Code Civil, le Code de l'Urbanisme, le Code du Travail et le Code Général des Collectivités Territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## TITRE 2 – Gestion de l'établissement

---

### CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations

#### Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables

#### Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage

#### Article 2.3.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues,... sont mis en place en tant que de besoin.

#### Article 2.3.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

L'écran végétal existant en limite Est du site est maintenu.

## CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévenu

### Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents

### Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.

## CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'Inspection

### Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'Inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site. Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site durant 5 années au minimum.

## CHAPITRE 2.7 Récapitulatif des documents à transmettre à l'Inspection

### Article 2.7.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'Inspection

L'exploitant transmet à l'Inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 10.2.3.	Niveaux sonores	1 an maximum après la mise en service

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.6.6.	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 10.2.1.	Programme de surveillance des eaux souterraines	6 mois à compter de la parution du présent arrêté
Article 10.3.2.	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)
Article 10.3.3.	Niveaux sonores	1 mois maximum après la réception des résultats
Article 10.4.1.	Rapport annuel	Tous les ans

---

## TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique

---

### CHAPITRE 3.1 Conception des installations

#### Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

#### Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- la vitesse est limitée à 20 km/h sur le site,
- l'arrosage des voies de circulation internes et de la voie d'accès au site en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### Article 3.1.5. Emissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Une brumisation des stockages est effectuée en cas de besoin.

---

## TITRE 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

---

### **Article 4. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'Environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

Aucun prélèvement dans une nappe phréatique ni aucune consommation en eau de réseau ne sont réalisés.

L'installation ne rejette aucun effluent aqueux autre que ceux définis dans les articles suivants.

### **CHAPITRE 4.1 Types d'effluents**

#### **Article 4.1.1. Eaux domestiques**

Des dispositifs de stockage sont prévus dans la baraque mobile de chantier pour les eaux domestiques. Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

---

## TITRE 5 - Déchets produits

---

### CHAPITRE 5.1 Principes de gestion

#### Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du Code de l'Environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du Code de l'Environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du Code de l'Environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du Code de l'Environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-201 du Code de l'Environnement.

#### Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un

lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### **Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du Code de l'Environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **Article 5.1.6. Transport**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'Environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du Code de l'Environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20.03.01	Déchets assimilables aux ordures ménagères



---

## TITRE 6 - Substances et produits chimiques

---

### CHAPITRE 6.1 Dispositions générales

#### Article 6.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) sont tenus à jour et à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'Inspection des Installations Classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

#### Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

---

## TITRE 7 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations

---

### CHAPITRE 7.1 Dispositions générales

#### Article 7.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Le talus du vallon de l'ancienne voie ferrée vers RUSSANGE ainsi que le mur situé le long de la RD 16 sont maintenus jusqu'à la dernière phase d'exploitation en tant que protection phonique.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

#### Article 7.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'Environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

#### Article 7.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les engins sont équipés d'un signal sonore de recul de type « cri du lynx ».

#### Article 7.1.4. Période d'activité

Les installations fonctionnent du lundi au vendredi (et exceptionnellement le samedi) de 7h à 12h et de 13h à 18h.

### CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques

#### Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	<b>PERIODE DE JOUR</b> Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	<b>PERIODE DE NUIT</b> Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

## CHAPITRE 7.3 Vibrations

### Article 7.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## TITRE 8 - Prévention des risques technologiques

---

### CHAPITRE 8.1 Généralités

#### Article 8.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### Article 8.1.2. Stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 6.1.1 sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Aucun stockage de carburant n'est présent sur le site.

#### Article 8.1.3. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### Article 8.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

En dehors des heures de présence du personnel, la sécurité du site est assurée grâce à un portail cadenassé.

#### Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Un panneau STOP est mis en place en sortie de site.

#### Article 8.1.6. Etude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

### CHAPITRE 8.2 Dispositions constructives

#### Article 8.2.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### **Article 8.2.2. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1.

### **CHAPITRE 8.3 Dispositif de prévention des accidents**

#### **Article 8.3.1. Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du Travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

#### **Article 8.3.2. Ventilation des locaux**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

### **CHAPITRE 8.4 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

#### **Article 8.4.1. Rétentions et confinement**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Une aire de rétention est utilisée pour l'alimentation des engins du site en carburant.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines.

#### **Article 8.4.2. Kits anti-pollution**

Des kits anti-pollution sont présents sur le site et dans les engins affectés à l'activité.

### **CHAPITRE 8.5 Dispositions d'exploitation**

#### **Article 8.5.1. Surveillance de l'installation**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

#### **Article 8.5.2. Travaux**

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

#### **Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **Article 8.5.4. Consignes d'exploitation**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'Inspection des Installations Classées en cas d'accident.

---

## TITRE 9 - Dispositions particulières relatives à l'exploitation des laitiers et à l'apport de déchets inertes

---

### CHAPITRE 9.1 Exploitation des laitiers

#### Article 9.1.1. Phasage d'exploitation

L'exploitation du laitier se fait en 7 phases successives conformément au plan joint en Annexe 2. Le nivellement des terrains par apport de déchets inertes est coordonné à l'avancement de l'extraction.

#### Article 9.1.2. Exploitation du laitier

L'exploitation du laitier se fait conformément à la procédure se trouvant en Annexe 3.

#### Article 9.1.3. Caractérisation

Après extraction, les laitiers sont caractérisés conformément aux guides professionnels en vigueur, notamment le guide SETRA sur l'acceptabilité environnementale des matériaux alternatifs en technique routière pour un usage routier.

Les résultats des analyses effectuées sont consignés sur un registre de suivi.

#### Article 9.1.4. Suivi et traçabilité

L'exploitant assure le suivi et la traçabilité matériaux au moyen, notamment :

- d'une fiche de traçabilité permettant de garantir que la mise en œuvre est effectuée conformément aux guides professionnels en vigueur ;
- pour chaque lot de matériaux, d'une fiche environnementale récapitulant ses caractéristiques ainsi que l'usage possible ;
- d'un registre de mise en œuvre récapitulant les lots de matériaux utilisés sur chantier.

L'ensemble des documents relatifs au suivi et à la traçabilité des laitiers est conservé pendant au moins cinq ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### CHAPITRE 9.2 Apport de déchets inertes

#### Article 9.2.1. Déchets interdits

Les déchets suivants ne peuvent être ni admis ni stockés :

- déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ;
- déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- déchets non pelletables ;
- déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- déchets radioactifs ;
- déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ;
- déchets non dangereux non inertes.



### Article 9.2.2. Déchets autorisés

Les seuls déchets autorisés à être stockés sont les déchets inertes suivants :

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement.		

### Article 9.2.3. Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, conforme au synoptique présent en annexe 4, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets inertes destinés au remblayage du site. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis.

En premier lieu, l'exploitant s'assure que les déchets ne sont pas visés par l'article 9.2.1.

Pour les déchets qui entrent dans les catégories mentionnées à l'article 9.2.2., l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

Un document préalable à l'admission est établi par le producteur du déchet ; en cas de doute, l'exploitant s'assure que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres figurant en annexe 5.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à cet article.

### Article 9.2.4. Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons de déchets identiques, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement ;
- les quantités de déchets en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 9.2.3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins cinq ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

#### **Article 9.2.5. Admission des déchets inertes sur le site**

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Tout déversement sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant désigné est interdit.

Les éventuels éléments indésirables (bois, plastiques, métaux, ...) sont stockés dans une benne présente sur le site et réservée à cet effet avant d'être évacués par le biais d'une filière dûment autorisée.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable à l'admission par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

#### **Article 9.2.6. Registre d'admission**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission dans lequel il consigne pour chaque chargement :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets et la date du stockage des déchets ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement ;
- la quantité réceptionnée ;
- le résultat du contrôle visuel et de la vérification du document préalable d'acceptation ;
- le cas échéant, le motif du refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins cinq ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

---

## TITRE 10 - Surveillance des émissions et de leurs effets

---

### CHAPITRE 10.1 Programme d'auto surveillance

#### Article 10.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'Inspection des Installations Classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### CHAPITRE 10.2 Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

#### Article 10.2.1. Réseau et programme de surveillance

L'exploitant propose au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des eaux souterraines, établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2.

Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet.

#### Article 10.2.2. Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

#### Article 10.2.3. Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

### CHAPITRE 10.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats

#### Article 10.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement

ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'Inspection des Installations Classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

#### **Article 10.3.2. Bilan de l'auto surveillance des déchets**

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

#### **Article 10.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.2.3 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

### **CHAPITRE 10.4 Bilans périodiques**

#### **Article 10.4.1. Rapport annuel**

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au CHAPITRE 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Ce rapport comprend notamment :

- un état d'avancement de l'exploitation par rapport au phasage d'exploitation ;
- un bilan des quantités de laitiers évacués avec leurs destinations ;
- un bilan des quantités de déchets inertes stockés.

#### **Article 10.4.2. Information du public**

Conformément à l'article R.125-2 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article.

---

## TITRE 11 - Délais et voies de recours – Publicité - Exécution

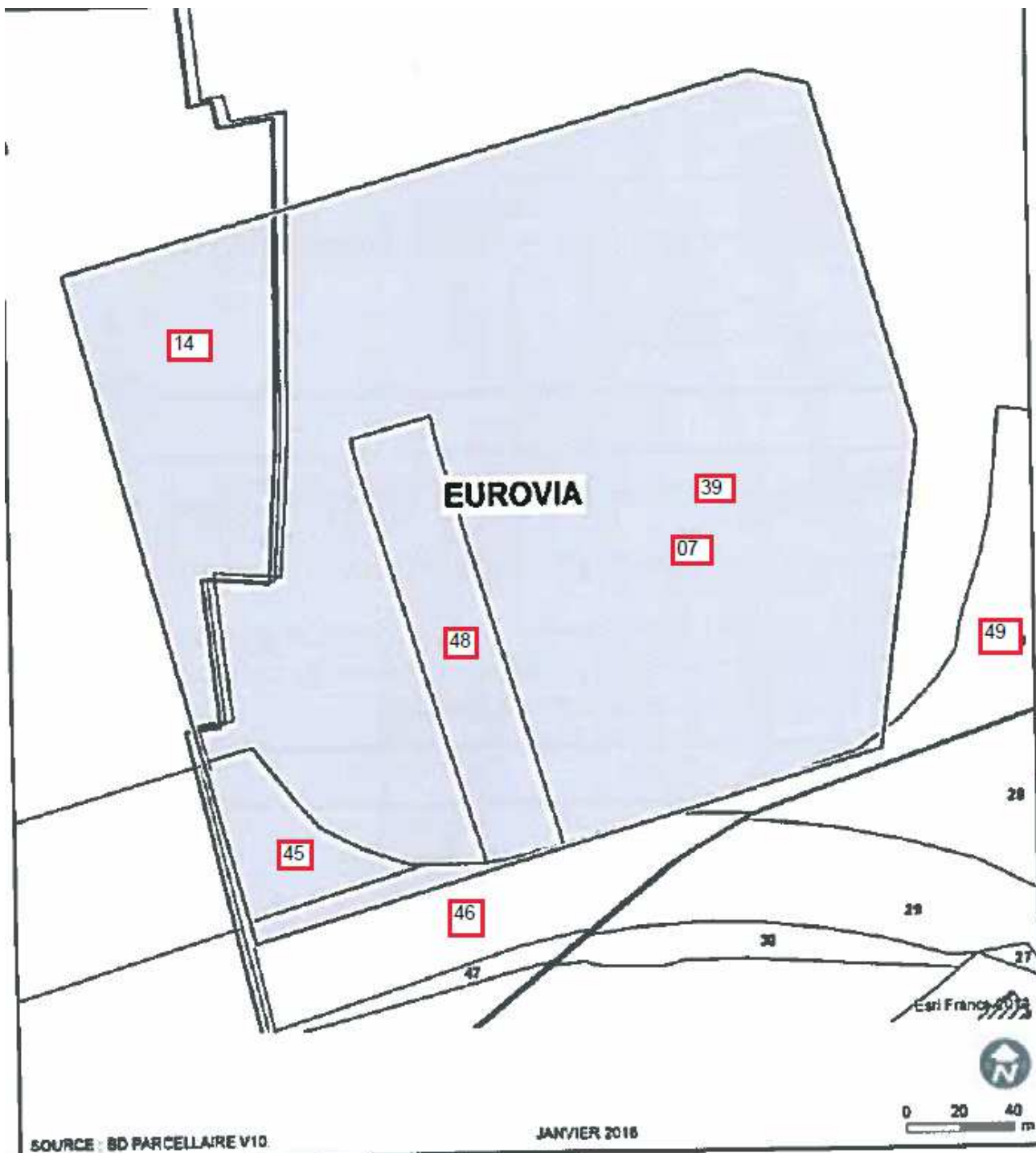
---

**Article 11.1.1. Délais et voies de recours**

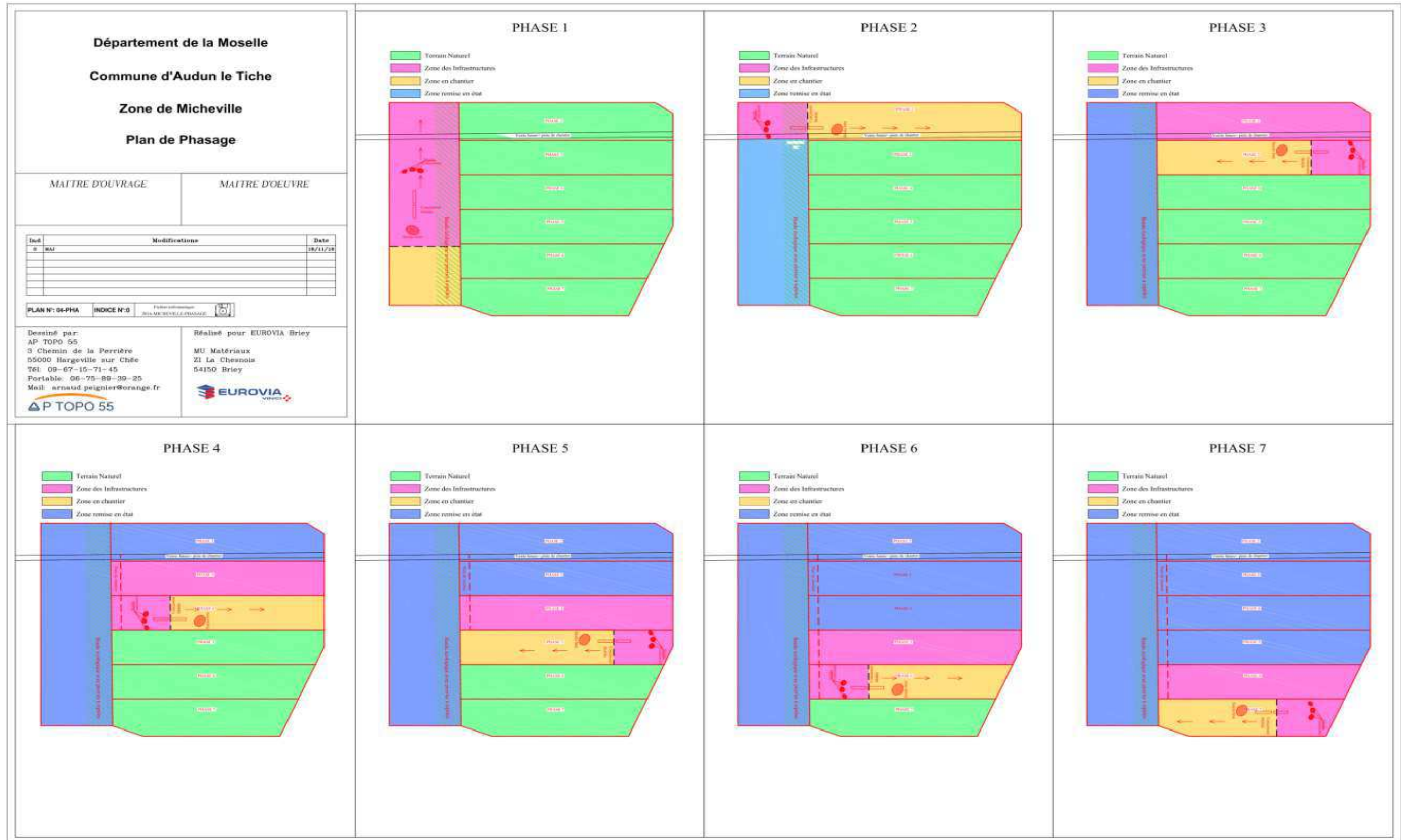
**Article 11.1.2. Publicité**

**Article 11.1.3. Exécution**

## Annexe 1 : Plan cadastral



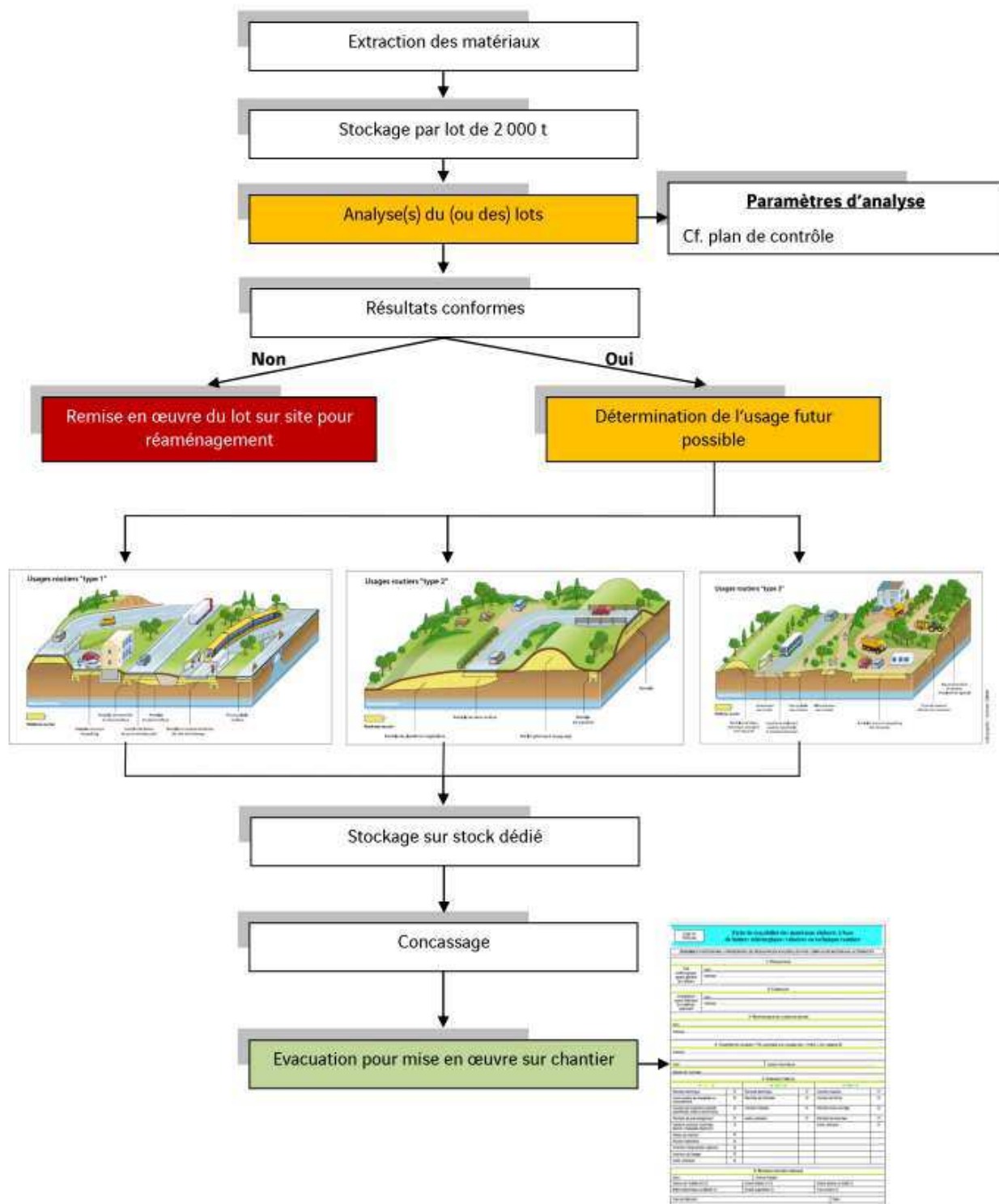
## Annexe 2 : Plan de phasage



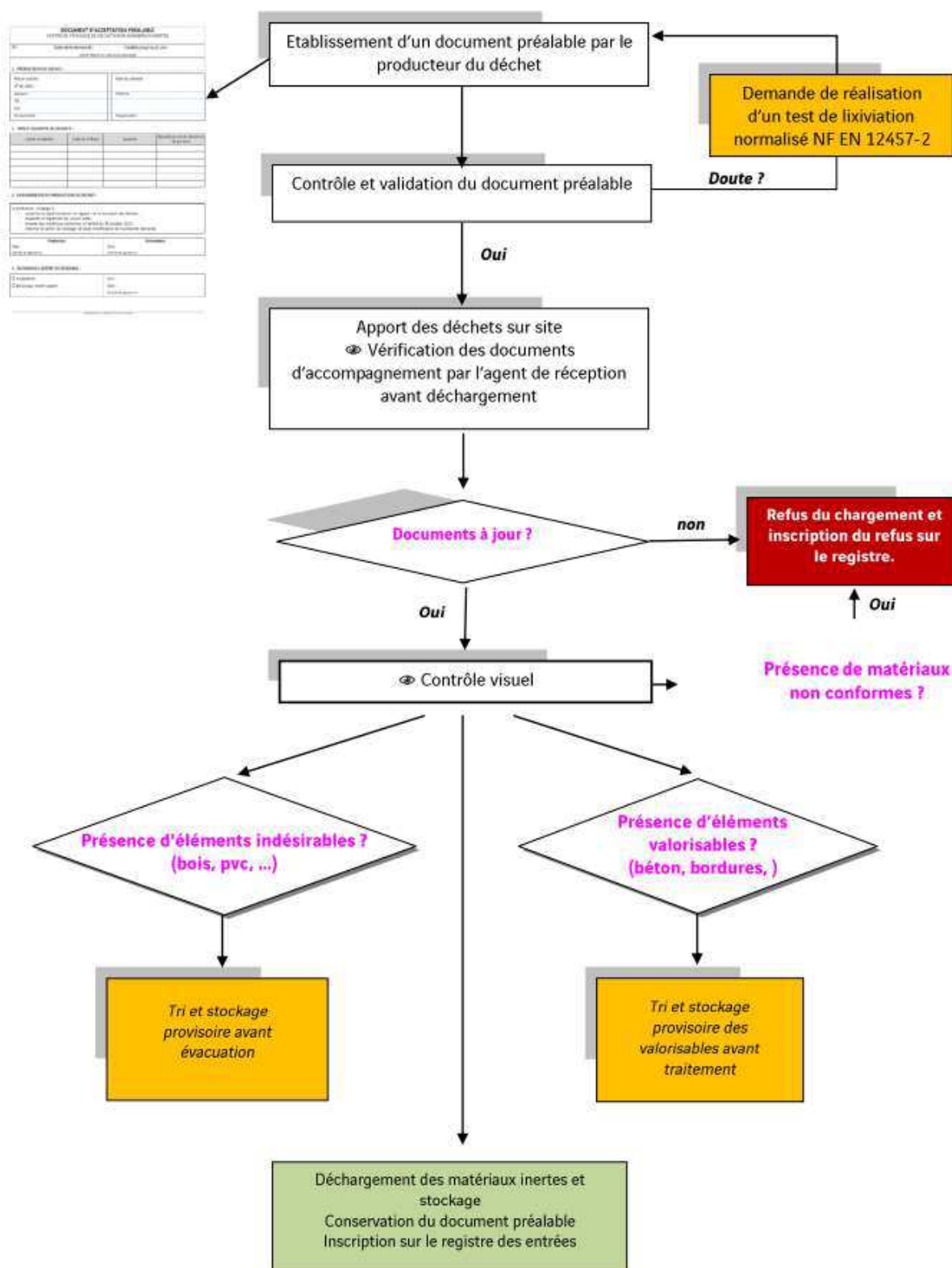




### Annexe 3 : Synoptique - Procédure d'analyse et de suivi des laitiers exploités



## Annexe 4 : Synoptique - Procédure d'acceptation des matériaux inertes



## Annexe 5 : Critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 9.2.3.

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure	10
Sulfate (1)	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.